

“ Du passé faisons table rase ? ”

Valéry Giscard d'Estaing, la modernité et l'histoire.

Patrick Garcia

Maître de conférences à l'IUFM de Versailles.

“ Ne vous souvenez plus d'autrefois,  
Ne songez plus aux choses passées,  
Voici que va se faire du nouveau  
Qui apparaît déjà. Ne le voyez-vous pas ? ”

*Livre d'Isaïe*, XLIII, 18 et 19.

Le choix de cette citation de l'*Ancien testament*, mise en exergue de *Deux Français sur trois* que publie Valéry Giscard d'Estaing en 1984<sup>1</sup>, nous introduit immédiatement au cœur du positionnement de celui-ci face à l'histoire, ici entendue au sens commun de passé. À l'image d'un prophète, il est celui qui, même s'il n'est pas toujours entendu, connaît et annonce l'avenir, celui qui s'est donné pour tâche de rendre la France “ contemporaine ” d'elle-même. A dix ans d'intervalle, cette citation vient en écho des premières paroles qui accompagnent la prise de fonction du président de la République en 1974 : “ De ce jour date une ère nouvelle de la politique française<sup>2</sup> ”.

Or, comment articuler ce discours de la modernité en train d'advenir, à la fois impérieuse et fragile, et les héritages – surtout quand ceux-ci sont essentiellement conçus comme des freins qui gênent l'accession de la France à la contemporanéité ?

C'est cette tension constitutive du discours et du geste giscardiens que nous nous proposons d'analyser avec l'hypothèse que ceux-ci ne renvoient pas seulement à la personnalité du Président mais qu'ils expriment, jusque dans les rejets qu'ils ont suscité, un réajustement du rapport de la société française à l'histoire.

Une analyse de conjoncture : le recours aux sciences sociales.

Le fondement de l'attitude de Giscard d'Estaing à l'égard du passé réside dans son analyse de la conjoncture contemporaine, inlassablement reprise et actualisée, au fil des années, d'écrits en discours<sup>3</sup>. Celle-ci est exposée, dans ses grandes lignes dans *Démocratie française*, l'ouvrage qu'il publie en 1976 afin de faire mieux comprendre, deux années après son élection, le sens de son action en livrant la théorie de sa pratique politique. Ce livre s'ouvre sur un chapitre intitulé “ diagnostic ” dans lequel Giscard d'Estaing insiste sur l'importance des changements qualitatifs et quantitatifs qu'a connus la société française depuis la fin de la Seconde guerre mondiale. Selon l'analyse proposée, ce qui caractérise la situation de la France d'alors, c'est la rapidité du rythme et l'ampleur des changements qui ont affecté la société française au cours des vingt dernières années. Il s'agit, pour l'auteur, d'une véritable “ révolution ”, une “ révolution plus puissante que toutes les révolutions politiques<sup>4</sup> ” survenues jusque-là. Celle-ci a modifié le pays en profondeur touchant aussi bien “ l'école, l'université, l'église [que] les mœurs<sup>5</sup> ”. Elle “ a été entraînée par la combinaison de trois facteurs : une croissance économique sans précédent, la diffusion massive de l'éducation, et l'irruption permanente des moyens audiovisuels dans la vie individuelle<sup>6</sup> ”. Une batterie de chiffres vient étayer ce premier diagnostic. Tous tendent à prouver qu'en matière d'éducation, de consommation, d'espérance de vie... les inégalités sociales ont été réduites et que l'ampleur des progrès accomplis – ainsi que l'enrichissement qui en résulte – est inégalée. La transformation des paysans en exploitants agricoles sert à exemplifier l'importance des changements survenus et

---

<sup>1</sup> Flammarion. Le livre connaît, en 1985, une réédition au Livre de poche assortie d'une nouvelle préface. La citation est contrebalancée par une strophe de Guillaume Apollinaire dont on ne peut que remarquer qu'il s'agit d'un vœu et non d'une certitude :

“ Que mon pays, à la semblance  
du beau Phénix, s'il meurt un soir  
le matin voit sa renaissance ”

<sup>2</sup> Déclaration du 27 mai 1974 – reproduite dans *Le Monde* le 28 mai 1974, p. 14.

<sup>3</sup> Pour conduire cette étude je me suis appuyé sur l'ensemble des interventions de Valéry Giscard d'Estaing durant son septennat telles que *Le Monde* les restitue. J'ai, de encore, analysé l'abondant dossier de presse rassemblé à la bibliothèque de l'IEP Paris et les ouvrages publiés par Giscard d'Estaing de 1974 à 2001.

<sup>4</sup> *Démocratie française*, Fayard, 1976, p. 26.

<sup>5</sup> *Démocratie française*, op. cit., p. 27.

<sup>6</sup> *Démocratie française*, op. cit., p. 27.

à montrer que le monde d'hier a cessé d'être<sup>7</sup>. “ Les mots sont restés les mêmes, mais le pays est autre, plus différent de la France des années de 1950 que celle-ci de la France de 1870<sup>8</sup>. ”

Hélas, selon l'auteur, “ le développement insuffisant des sciences sociales dans notre pays<sup>9</sup> ” – dont a bénéficié le marxisme – n'a pas permis aux Français de prendre conscience de ce bouleversement qui “ s'est accompli sans les coups de clairon des révolutions politiques, comme à l'insu de tous<sup>10</sup> ”. Il faut donc leur expliquer ce qu'est devenue la France, les aider à percevoir la mue qui vient de s'opérer afin qu'ils deviennent pleinement contemporains d'eux-mêmes. Telle est la fonction des analyses sociologiques que développe Giscard d'Estaing. Elles doivent aussi valider la politique qu'il conduit et accréditer, notamment, l'idée selon laquelle le développement des classes moyennes rend caduque la notion de lutte des classes qui, pour l'analyste-président, est le legs de la première vague d'industrialisation<sup>11</sup>. Au terme de cette “ révolution ”, la France peut devenir un pays de propriétaires<sup>12</sup> et doit être gouvernée “ au centre ” afin que la majorité sociologique – “ le pays réel ” en quelque sorte – trouve pleinement son expression politique. Ainsi présentée, la “ démocratie libérale avancée ” n'est pas un projet politique parmi d'autres, elle est le régime politique qu'appelle le nouvel état des choses. Et si le “ changement ” est inscrit au cœur du projet, c'est qu'il est “ la loi de notre époque<sup>13</sup> ” et que l'on est contraint de s'y soumettre. C'est au nom de ce principe de réalité que Giscard d'Estaing opte, pour sa part, en faveur du changement quitte à donner de lui-même une définition paradoxale celle d'un “ traditionaliste qui aime le changement<sup>14</sup> ”

En quelque sorte, selon le diagnostic giscardien, la France accuse un retard de sa superstructure (idéologie, conscience de soi, vie politique et sociale) sur son infrastructure – ce qui conduit certains commentateurs et analystes à poser ironiquement la question : “ Giscard est-il marxiste ?<sup>15</sup> ”. Au-delà de la dimension polémique de ce qualificatif, force est de constater que le Président reste insensible aux sirènes de la post-modernité naissante. Il campe sur les positions dominantes au sein des sciences sociales de l'Après-guerre qui envisagent la science comme un procédé d'élucidation du réel et considèrent qu'il y a un retard structurel entre le mouvement de la société et la conscience que celle-ci a d'elle-même. Pour Giscard, comme pour Marx, l'idéologie est un écran déformant – dont le Président appelle d'ailleurs les jeunes à se libérer<sup>16</sup> – même si, pour ce dernier, c'est le discours marxiste qui fait figure d'idéologie.

Quoiqu'il en soit, c'est bien du côté de la science sociale qu'entend se situer Valéry Giscard d'Estaing. C'est cette posture qui doit conférer une autorité incontestable à la politique qu'il conduit. Cette ambition est réitérée tout au long de son mandat comme en témoigne la publication en 1981 d'un *Etat de la France* qui, par son titre même, entend être bien plus qu'un simple bilan de mandat. Même s'il ne nomme aucune de ses sources, Giscard d'Estaing parle en président sociologue – titre dont le gratifie, d'ailleurs, l'un de ses proches, Jean-Pierre Soisson<sup>17</sup> –, et récuse la “ fatalité sociologique<sup>18</sup> ” qui conduirait, à court terme, à la victoire de la gauche et à la pérennisation de l'affrontement des classes sociales pour faire valoir une autre lecture : celle d'une société française “ en voie d'unification<sup>19</sup> ” sociologique.

Cette posture singulière vaut aussi pour les tableaux successifs qu'il dresse de la situation internationale et de la place de la France dans le monde. La démographie constitue la clé de voûte de la perception giscardienne de la

<sup>7</sup> “ Dira-t-on qu'il y a aujourd'hui deux fois moins de paysans qu'en 1950 ? Ou qu'il n'y a plus de paysans du tout, au sens que ce mot avait il y a vingt-cinq ans ? ” *Démocratie française, op. cit.*, p. 27.

<sup>8</sup> *Démocratie française, op. cit.*, p. 28.

<sup>9</sup> *Démocratie française, op. cit.*, p. 43.

<sup>10</sup> *Démocratie française, op. cit.*, p. 28.

<sup>11</sup> “ Je souhaite qu'en France, dans un avenir relativement prochain, on fasse disparaître ces vestiges de la lutte des classes, qui sont au fond des conséquences mal vécues de la période de l'industrialisation lourde. ” *Démocratie française, op. cit.*, p. 51.

<sup>12</sup> Discours de Verdun-sur-le-Doubs, 28 janvier 1978.

<sup>13</sup> Préface de Valéry Giscard d'Estaing à *Imaginer l'avenir*, Clubs Perspectives et Réalités, 1972, citée par Jean-Christian Petitfils, *La Démocratie giscardienne*, PUF, 1981, p. 102. La citation complète est : “ La loi fondamentale de notre époque est le changement. Toute action politique fondamentale doit être conforme à la loi de l'époque. ”

<sup>14</sup> Réunion de presse du 26 juillet 1974.

<sup>15</sup> *Le Monde*, 18 octobre 1978. “ On en vient à se demander, écrit Pierre Drouin, si M. Giscard d'Estaing n'est pas au fond marxiste. Pense-t-il, lui aussi, que seules les “ infrastructures ” économiques détermineront les superstructures culturelles, voire spirituelles ? Etrange ! Etrange que la puissance économique apparaisse finalement comme le seul ou presque des paramètres qui doivent compter au vingtième siècle ”. Maurice Robin, pour sa part, dans l'analyse des discours giscardiens qu'il livre sous le titre : “ Idéologie(s) de Valéry Giscard d'Estaing ? ” (*Pouvoirs*, 9, *Le giscardisme*, p. 5-16) relève chez Giscard “ un messianisme des classes moyennes dans des termes néo-marxistes, néo-althussériens, se substitue au messianisme prolétarien refusé. ” p. 10, n. 21.

<sup>16</sup> Rencontre avec des jeunes, 12 février 1980. *Le Monde* 14 février.

<sup>17</sup> “ Au fond, le général de Gaulle raisonnait comme un historien. La force de Valéry Giscard d'Estaing est d'être, sans doute, l'un des premiers chefs d'Etat de notre temps à penser en sociologue. ” *L'Express*, 12-19 décembre 1997 cité par Jean-Christian Petitfils, *La Démocratie giscardienne*, PUF, 1981, p. 90.

<sup>18</sup> *Démocratie française, op. cit.*, p. 155.

<sup>19</sup> *Démocratie française, op. cit.*, p. 155.

place et du devenir de la France<sup>20</sup>. Au fil de ses discours et ses écrits, il prend appui sur le déclin relatif de la part de la France dans la population mondiale afin de rompre avec le credo de la grandeur nationale et de faire admettre aux Français que leur pays est devenu une “ puissance moyenne ”. Il s’agit moins pour la France, et c’est une ligne de fracture avec le gaullisme, de garder son rang – ce qui relèverait d’une position passéiste – que de rejoindre le peloton de tête où figurent les Etats-Unis, le Japon et la RFA.

“ A la France, je souhaite que l’année 1976 contribue au rayonnement de la France. Pourquoi dis-je au rayonnement et ne dis-je pas à la grandeur ? Parce que la grandeur de la France peut tenir soit à sa dimension du temps où, par exemple, en 1800, elle était trois fois plus peuplée que la Grande-Bretagne et presque aussi peuplée que la Russie, soit à la manière dont elle fait face aux difficultés qu’elle traverse, comme du temps de la France combattante et de la France libre. Aujourd’hui, dans le monde où nous vivons, compte tenu de notre dimension et, pour le moment, de l’absence d’épreuve, le mot qui convient est celui de rayonnement. Pour que la France rayonne, elle doit offrir une image humaine, libérale, mondialiste et moderne. ” Vœux du Nouvel An 1976, *Le Monde*, 2 janvier 1976.

“ Nous sommes habitués à voir le monde autour de nous et à considérer que nous y avons une place importante. Or, à l’heure actuelle nous sommes 53,2 millions d’habitants dans un monde qui a 4 milliards 200 millions d’habitants. En l’an 2000 – on peut faire des prévisions assez précises – le monde aura un peu plus de 6 milliards d’habitants [...]. A ce moment-là, la population de la France représentera environ 1% de la population du monde. ” Intervention lors de l’émission “ Questionnaire ” de Jean-Jacques Servan-Schreiber, 6 octobre 1978.

De la même façon, il prend appui sur la géographie pour récuser une décentralisation d’esprit fédéraliste. “ Donc, la vérité, dit-il après avoir comparé la taille de la France et celle des pays à structure fédérale comme l’URSS, les Etats-Unis ou la Chine – mais en omettant l’Allemagne fédérale ou encore la Suisse –, c’est que notre dimension nationale, à l’heure actuelle, n’est pas celle d’un des grands Etats fédéraux, c’est plutôt la dimension d’un des Etats qui composent ces Etats fédéraux<sup>21</sup>. ”

Sociologie, démographie, économie, géographie, Giscard d’Estaing s’appuie donc alternativement sur l’ensemble des sciences sociales pour étayer son discours et accréditer sa politique. Il entend ainsi montrer que ses analyses sont vraies, que son point de vue est conforme à la raison et trouve sa traduction dans une politique raisonnable. Sous cet aspect, Giscard procède bel et bien à une mise en histoire de sa politique puisque celle-ci est censée correspondre à un mouvement du réel dont il fait lui-même le récit. Moins que l’absence “ d’histoire ”, c’est la faiblesse des références historiques et leur statut qui prêtent à analyse.

Certes l’histoire, au sens des grands événements du passé, n’est pas totalement absente de la rhétorique giscardienne ; il arrive même parfois que le Président fasse état de “ leçons de l’histoire ” et s’appuie sur ses “ enseignements ”. Mais les références positives à l’histoire sont, en définitive, très peu nombreuses et paraissent souvent comme des concessions nécessaires à une tradition ou des justifications commodes. De ce point de vue, le débat télévisé entre Giscard et Mitterrand à la veille de l’élection présidentielle de 1974 est tout à fait symptomatique des réticences du premier. Comme le montre l’analyse lexicologique de cette confrontation, l’usage même du terme “ histoire ” reste, chez Giscard, très limité (1 fois pour Giscard contre 10 fois pour Mitterrand) et il n’évoque, en cette circonstance, aucune date antérieure à 1926, se concentrant sur un passé immédiat ouvert par la Libération<sup>22</sup>. Le plus fréquemment, au cours de son mandat et au-delà, l’histoire est envisagée sous l’espèce d’un héritage pesant, empreint de pathos et de passions obscures. C’est un mythe trompeur au regard des assurances que donnent les autres sciences sociales. La mobiliser signifie, pour Giscard d’Estaing, que l’on est un “ homme du passé ”, qualificatif dont il gratifie François Mitterrand lors du débat de 1974.

## L’histoire vs l’avenir.

Quand Giscard annonce qu’avec son élection s’ouvre une “ ère nouvelle de la politique française ”, il entend d’abord rompre avec la conflictualité qui caractérisait celle-ci jusqu’alors. Il s’agit, pour lui, d’en finir avec la “ dramatisation<sup>23</sup> ” qui l’a caractérisée depuis la Révolution française – lui-même ne retient pas cette origine – et

<sup>20</sup> “ Chaque homme d’état devrait avoir dans son bureau la courbe de la démographie dans le monde. C’est la transformation majeure. ”, “ Giscard vu par Giscard ”, entretien avec Jean-François Revel, *L’Express*, 10-16 mai 1980, citation p. 111.

<sup>21</sup> Allocution radiotélévisée du 4 décembre 1975.

<sup>22</sup> Jean Cotteret, Claude émeri, Jacques Gerstlé et René Moreau, *Giscard d’Estaing/Mitterrand. 54774 mots pour convaincre*, PUF, 1976. À tel point que dans un commentaire de cette confrontation, les auteurs de l’ouvrage écrivent : “ L’horizon historico-politique de M. Giscard d’Estaing [...] est étroit. Le passé ne remonte pas au-delà de l’année de sa naissance (personnalisation du pouvoir ?) ; la République semble, pour lui, commencer avec le retour du général de Gaulle au pouvoir, en 1958, l’impression étant, par surcroît, faussée par le fait qu’à l’occasion de ce débat, son adversaire l’a contraint, à plusieurs reprises, à rendre compte de son mandat ministériel et de justifier la politique qu’il menait rue de Rivoli ”, cité par Jean-Christian Petitfils, *La Démocratie giscardienne*, PUF, 1981, p. 87-88.

<sup>23</sup> Terme employé lors de l’entretien avec Jean-François Revel, *L’Express*, 10-16 mai 1980, p. 107.

avec la culture agonistique dans laquelle les adversaires politiques sont considérés comme des ennemis et non des compétiteurs.

Cette argumentation se déploie au fil de ses textes et de ses allocutions. Selon Giscard, cet état de la vie politique relève d'une tradition française dont la chronologie est variable mais toujours pluriséculaire. Parfois ce sont les Gaulois qui en constituent le point d'origine, parfois les Francs<sup>24</sup>, mais c'est le XIX<sup>e</sup> siècle, et souvent le marxisme, qui a radicalisé et durci ces tendances qu'il inscrit, après bien d'autres, au fondement d'un intemporel "tempérament" français. Contrairement à d'autres lectures possibles, qui se développeront surtout à la fin des années 1970, la Révolution n'est donc pas prise pour origine de la conflictualité qui traverse la France, elle ne joue pas de fonction matricielle. La conflictualité qui traverse, selon lui, l'histoire de la France est déshistoricisée sur un mode proche de celui adopté, par exemple, par Ernest Lavisse : c'est un legs des origines, "une tradition continue", sans cesse réactualisée et le revers des qualités intrinsèques de ce peuple<sup>25</sup>. À la façon des républicains opportunistes, il souhaite, pour sa part, réconcilier Gavroche et Marianne à qui il dédie *Démocratie française*<sup>26</sup>.

"L'exaltation de la lutte sociale, qui est au cœur du marxisme, rencontre le penchant à l'opposition totale, à la négation de l'existence de l'autre, au refus du compromis qui, hérité de l'individualisme gaulois et de l'ardeur des tribus franques, est la tradition continue de la politique française<sup>27</sup>."

"Dans notre très longue Histoire, rares ont été les périodes dans lesquelles on ait observé un fonctionnement harmonieux de la société française<sup>28</sup>."

C'est à cette culture de la division, de la "guerre civile"<sup>29</sup>, à cette véritable "guerre de religion, à peine tempérée par la cohabitation"<sup>30</sup> qu'il importe de renoncer pour entrer dans le lot commun des démocraties dans lesquelles l'"alternance au pouvoir ne représente pas une suite de bouleversements chaotiques, annoncés comme des drames et ressentis comme des révolutions, mais une suite d'inflexions dans la progression de la société"<sup>31</sup>. D'où la thématique sans cesse reformulée de la modération, du "bon sens" qui le conduit à vouloir "dépasionner" le débat politique, à œuvrer à la "décrispation" de la vie politique française, à promouvoir une "cohabitation raisonnable" entre majorité et opposition ou encore à prôner la "tolérance".

Bien sûr, quand on brigue de hautes fonctions nationales, ou qu'on les occupe, le passé national ne peut être uniment répulsif.

"C'est pour moi l'occasion à un moment où la France célèbre souvent le courage des autres, de rendre témoignage à son propre courage manifesté sur mille ans. N'oublions pas que nous sommes issus d'un des peuples les plus courageux du monde, qui a connu, en son temps, ses victoires en savates et en guenilles, qui a été tantôt ordonné, tantôt indomptable<sup>32</sup>."

Plongeant dans la culture commune Giscard d'Estaing trouve quelques vertus à l'histoire politique nationale dont la principale est sa capacité à s'unir dans l'épreuve. Quitte à se contredire, il peut prêter au peuple français un tempérament symétriquement opposé à celui que nous l'avons vu lui attribuer précédemment et déclarer : "Nous sommes un peuple qui a l'instinct de l'unité"<sup>33</sup>. De même, en 1980, il n'hésite pas à mobiliser la figure tutélaire de Vercingétorix. Lors du discours prononcé à Autun, il rappelle que c'est de cette ville, qui s'appelait alors Bibracte, "qu'est parti le premier mouvement d'unité nationale autour de l'Arverne – on dirait aujourd'hui l'Auvergnat – Vercingétorix". C'est aussi le sens des discours que lui-même ou son épouse prononcent à Orléans en hommage à Jeanne d'Arc. C'est, *mutatis mutandis*, ce qu'en d'autres lieux, on aurait appelé l'unité dialectique des contraires. Ce qui ne veut pas dire qu'aucune date de l'histoire nationale ne trouve grâce à ses yeux, la Révolution française et les soldats de l'An II sont quelques fois cités et c'est, d'ailleurs, la seule mention d'un événement historique ancien qui soit faite dans *Démocratie française*. Mais l'histoire, pour Giscard, c'est d'abord le mythe et si parfois il en use, le plus souvent il le récuse comme un écran qui empêche de voir le monde tel qu'il est et de l'accompagner dans la dynamique du changement qui le traverse. Il n'est sans doute pas

<sup>24</sup> Il est à noter que la chronologie de la France chez de Gaulle est tout aussi sujette à variations comme le fait remarquer Maurice Agulhon, "De Gaulle et l'histoire de France", *Vingtième siècle, revue d'histoire*, janvier-mars 1997, p. 3-12 cf. notamment p. 6.

<sup>25</sup> "L'unité des Français, car chaque peuple à son tempérament, ses ressorts et ses défauts. Le nôtre cultive avec passion, depuis l'origine, ses divisions et ses désaccords. Je ne suis pas sûr que cela ne lui rend pas service. Je ne crois pas que cela le rende plus heureux. Les Français ne se retrouvent unis que dans le malheur." Vœux de 1976.

<sup>26</sup> "La démocratie conçue pour la France tiendra nécessairement compte du caractère français, de l'esprit de Gavroche et de la gentillesse souriante de Marianne." *Démocratie française, op. cit.*, p. 29.

<sup>27</sup> *Démocratie française, op. cit.*, p. 43.

<sup>28</sup> Entretien avec Jean-François Revel, *L'Express*, 10-16 mai 1980, p. 107.

<sup>29</sup> *Démocratie française, op. cit.*, p. 156.

<sup>30</sup> *Démocratie française, op. cit.*, p. 155. Giscard d'Estaing reprend ces formules lors du discours du Bourget, 29 mars 1980, quand il estime que les mauvais rapports entre opposition et majorité constituent la "survivance malsaine du passé [...] résidu de guerre civile et de religion, d'intolérance et de dogmatisme"

<sup>31</sup> *Démocratie française, op. cit.*, p. 154.

<sup>32</sup> Discours du 8 mai 1975.

<sup>33</sup> Cité par Albert du Roy, "Giscard change de ton", *L'Express*, 5 janvier 1980, p. 57.

loin, rejoignant Paul Valéry, de penser que l'histoire est le “ produit le plus dangereux que la chimie de l'intellect ait élaboré<sup>34</sup> ”. Lui-même a choisi le “ parler vrai ” et n'entend pas produire des mythes. Ainsi, dans un entretien postérieur accordé en 2001, il reproche au général de Gaulle son célèbre discours du 26 août 1944.

“ Quand de Gaulle a parlé de Paris qui s'était libérée seule, sans doute voulait-il susciter un mouvement de fierté parmi la population, mais ce mouvement reposait sur une contre-vérité<sup>35</sup>. ”

Mobiliser l'histoire, c'est mobiliser les passions et cela ne peut se concevoir hors des périodes d'épreuves. Ce n'est que dans ces circonstances exceptionnelles qu'on est en droit, selon lui, de se laisser aller à la dramatisation. Ainsi, lors des vœux de 1980, il n'hésite pas à dire : “ Le danger de guerre existe ”.

En définitive, le souci principal de Valéry Giscard d'Estaing n'est pas le passé mais le futur... Cette préoccupation, comme le souligne Jean-Christian Petitfils, précède son élection et se retrouve dans les publications de son courant politique comme dans celles de ses proches collaborateurs.

“ Giscard est surtout un homme tourné vers l'avenir et cette science de l'avenir que veut être la prospective. À sa suite, saisi par la même obsession du futur, les giscardiens ne cessent de scruter l'horizon de l'an 2000 et même au-delà. Les titres de leurs ouvrages sont significatifs : *Imaginer l'avenir* et *Des choix pour demain* des Clubs Prospectives et Réalités, *Les choix de l'espoir, L'avenir n'est écrit nulle part* de Michel Poniatowski (qui a fondé l'Institut de prospective politique), *Et si nous parlions de demain* de Jean-Pierre Fourcade. Le bulletin interne des Républicains indépendants s'appelait *Politique pour l'avenir* et celui des Jeunes républicains indépendants *Devenir*<sup>36</sup>... ”

Pour Giscard, le changement constitue la loi de notre époque et le “ futur ne sera pas le prolongement du passé<sup>37</sup> ”. En juin 1978, il évoque lors de la “ réunion de presse<sup>38</sup> ”, l'horizon du troisième millénaire et “ puisque l'histoire s'accroche à des dates<sup>39</sup> ” il propose que l'an 2000 soit l'une d'entre elles, quitte à ce que la presse parle à son sujet d’“obsession du futur<sup>40</sup> ” et qu'elle y voie une fuite en avant face aux problèmes de l'heure. Dans cette perspective, les références historiques, qui alimentaient les discours et la pensée du général de Gaulle comme elles alimentent celles de la gauche mitterrandienne et communiste, ne sont plus que des “ débats de caractère rétrospectifs [...alors que] ce qui [l'] intéresse c'est la politique actuelle de la France<sup>41</sup>. ” Et Giscard de dénoncer la “ conjuration des myopes ” formée par ses adversaires de droite comme de gauche, tournés vers le passé au lieu de regarder et de préparer l'avenir<sup>42</sup>.

À la façon dont Marx dénonçait “ les *grands souvenirs* ” comme l'un des obstacles à la constitution d'un courant socialiste autonome en France, Giscard d'Estaing voit dans le passé – pour lui le XIXe siècle et le souvenir de la Seconde guerre mondiale – une entrave à l'avènement de l'avenir car ils empêchent la pacification nécessaire que ce soit celle de la vie politique intérieure ou des relations avec les autres pays d'Europe – notamment l'Allemagne.

“ Le passé ne doit pas peser indéfiniment sur les possibilités d'avenir. Et il est insupportable qu'un certain nombre de dirigeants flattent cette attitude. Ce qui est passé est passé, les historiens porteront un jugement<sup>43</sup>. ” C'est cette conviction qui l'amène à développer, anticipant les thèses d'Ernst Nolte sur les “ guerres civiles européennes<sup>44</sup> ”, la position selon laquelle les deux guerres mondiales ont été des “ guerres fratricides ” et à prendre la décision de ne plus commémorer, à partir de 1976, le 8 mai 1945. Le passé est l'affaire des historiens, l'homme politique se doit de se préoccuper de l'avenir. C'est ce qu'il traduit en gestes dès son installation à l'Élysée.

<sup>34</sup> Paul Valéry, *Regards sur le monde actuel*, Œuvre II, Bibliothèque de la Pléiade, Gallimard, 1960, p. 935.

<sup>35</sup> *Entretiens avec Valéry Giscard d'Estaing* par Agathe Fournaud, Flammarion, “La mémoire vivante”, 2001, p. 75. Il développe une position identique en 1997 alors qu'il est interrogé par Laurent Greilsamer, *Le Monde*, 28 octobre 1997.

<sup>36</sup> Jean-Christian Petitfils, *La Démocratie giscardienne*, PUF, 1981, p. 88.

<sup>37</sup> Cité par Jean-Christian Petitfils, *La Démocratie giscardienne*, PUF, 1981, p. 100.

<sup>38</sup> C'est le nom qui est donné, depuis son élection, aux conférences de presse présidentielles pour marquer une rupture dans les rapports avec la presse et indiquer une liberté de ton nouvelle.

<sup>39</sup> Compte rendu du *Monde* 16 juin 1978.

<sup>40</sup> Henri Tincq, *La Croix*, 15 octobre 1978, “ Giscard ou l'obsession du futur ”. Cette attitude est une constante chez Giscard qui lui consacre un livre en 1995 intitulé *Dans 5 ans l'an 2000*, [éditeur].

<sup>41</sup> Conférence de presse du 11 novembre 1974. Dès le 10 mai 1974, et dans le même ordre d'idées, il déclare devant la presse : “ Le changement avec moi, c'est qu'on cessera de parler du passé et qu'on parlera des problèmes d'avenir de la France ”. Cité par Charles Hargrove, *L'autre Giscard. Valéry Giscard d'Estaing vu par un Anglais*, éditions j. a., 1981, p. 106.

<sup>42</sup> Cette image lui vaut bon nombre de critiques amusées s'interrogeant ou affirmant sa propre presbytie.

<sup>43</sup> *Entretiens avec Valéry Giscard d'Estaing* par Agathe Fournaud, Flammarion, “La mémoire vivante”, 2001, p. 91. Cette attitude envers les historiens est une constante. Dans l'entretien accordé au *Monde* le 27 octobre 1997 à propos du procès Papon, il dit, pareillement, “ C'est au milieu universitaire, aux historiens et aux juges d'énoncer cette vérité [sur l'attitude de la France pendant l'occupation], plus qu'au milieu politique, tenté de chercher une posture qui l'avantage ”.

<sup>44</sup> Cf. à ce propos, “ Autour de *La Guerre civile européenne* d'Ernst Nolte ”, dossier du *Débat*, n° 122, novembre-décembre 2002, p. 140-192.

Une conception de l'histoire traduite en gestes.

### Changement de style.

On a beaucoup disserté, en 1974, sur le “ style ” du nouveau Président et sur la signification de la rupture cérémonielle qu'introduit Giscard d'Estaing dès les premiers jours de son septennat : port du costume de ville en lieu et place de l'habit, refus de porter le collier de grand commandeur de la Légion d'honneur, rupture dans le style de la photographie officielle, remontée des Champs-Élysées à pied, causeries télévisées au coin du feu... On aurait tort de sous-interpréter la valeur de ces gestes pour le nouveau Président et de les ravalier au rang de simples gadgets. Ils servent, précisément, à marquer la rupture avec le passé – avec le *décorum* gaullien, bien sûr, mais aussi avec l'ensemble du XIXe siècle.

“ Le style ce n'est pas l'apparence. C'est l'apparition, en surface, de la nature profonde des êtres et des choses. [...] Il ne faut pas prétendre conserver dans leur rigidité les conventions du XIXe siècle. Autant le XIXe siècle me paraît admirable en littérature et en art, autant j'aimerais presque l'effacer sur le plan politique. C'est un siècle d'abaissement politique pour la France, c'est le siècle de l'industrialisation sauvage, du colonialisme, qui ont jeté dans le monde les semences de la haine et de l'affrontement.

Ne tremblons donc pas dans la crainte de bousculer les habitudes de 1860. Il me semble quand même frappant de constater que les règles du protocole datent du second Empire [qui n'a pas été] un point culminant de notre histoire<sup>45</sup> ”

Changer le protocole revient donc à procéder à une mise à niveau entre la société d'aujourd'hui et la vie politique, à réduire “ la coupure entre les dirigeants et l'opinion<sup>46</sup> ” apparue, selon son analyse, en mai 1968. C'est mettre la politique “ à l'heure de demain ” ainsi qu'il l'envisageait dès 1967<sup>47</sup>. Ce faisant Giscard se défend d'affaiblir la fonction présidentielle, de contribuer à sa désacralisation<sup>48</sup>, comme le lui reprochent beaucoup de commentateurs de droite, l'objectif qu'il poursuit est de doter le politique de formes contemporaines dont il pense qu'elles seront plus efficaces et plus propres à accompagner la modernité.

Il est pourtant celui qui, à la fin de son mandat, décide de procéder à la première panthéonisation depuis celle de Jean Moulin en 1964 puisqu'il signe, le 23 avril 1981, le décret du transfert au Panthéon de René Cassin. Pourtant, un doute subsiste sur le sens qu'il prête à cet acte qui ne semble pas être celui de revivifier un rituel républicain. Interrogé en 2001, il n'évoque cette décision que pour signifier qu'il n'est en rien antisémite et que son absence lors de l'hommage rendu aux victimes de l'attentat de la rue Copernic (3 octobre 1980) n'est pas l'indice d'une quelconque hostilité.

“ Mon attitude pendant mon septennat a consisté à dire : “ Les Juifs sont des Français comme les autres qui ont une culture, une religion, et une identité historique propres, mais que rien ne doit distinguer des autres. ” J'ai été le premier à proposer l'entrée au Panthéon d'un Juif français, René Cassin, qui était l'auteur de la Déclaration des droits de l'homme de l'ONU en 1946, et ancien président du Conseil d'État<sup>49</sup>. ”

### La suppression de la commémoration du 8 mai 1945.

La décision de supprimer la commémoration du 8 mai 1945, annoncée en 1975, s'inscrit dans la même logique<sup>50</sup>. Pour justifier sa décision en la matière, il reconnaîtra plus tard avoir commis “ une erreur psychologique<sup>51</sup> ”,

<sup>45</sup> Entretien avec Raymond Tournoux paru sous le titre “ Giscard : rejetons le XIXe siècle... ”, *Paris-Match*, 29 juin 1974, p. 33-34, citation p. 34.

<sup>46</sup> *Ibid.* p. 33.

<sup>47</sup> Propos cité par Xavier de la Fourrière, *Giscard d'Estaing et nous*, Plon, 1976 reproduit par Jean-Christian Petitfils, *op. cit.*, p. 101.

<sup>48</sup> Ainsi Paul Bereziat, dans *La Lettre de la Nation* écrit : De Gaulle “ tout en pratiquant une extrême simplicité dans sa vie privée, [...] s'imposait un rituel marquant la solennité de son personnage public. M. Giscard d'Estaing veut dépouiller le rituel. Mais est-il sûr que la laïcisation des prêtres ait si bien réussi à l'Eglise dans ce pays qui confond volontiers le respect et ses marques extérieures ? ” De son côté, *Le Parisien Libéré* reproche au nouveau Président “ d'appauvrir les traditions ” et de “ diminuer ses fonctions ”. Articles cités dans la revue de presse du *Monde*, 25 mai 1974.

<sup>49</sup> *Entretiens avec Valéry Giscard d'Estaing* par Agathe Fourgnaud, Flammarion, “ La mémoire vivante ”, 2001, p. 163.

<sup>50</sup> Rappelons que la commémoration du 8 mai 1945 est instaurée par la loi du 20 mars 1953 qui en fait, en outre, un jour férié. Par la suite, un décret daté du 11 février 1959 supprime le jour férié et déplace la commémoration “ au deuxième dimanche du mois de mai ”. Enfin, le décret du 17 janvier 1968 stipule que le “ 8 mai sera commémoré chaque année à la fin de sa journée anniversaire. ” Jusqu'en 1975 les propositions, émanant notamment du groupe communiste visant à rétablir le jour férié étaient restées sans effet même si le secrétaire d'État aux Anciens combattants, André Bord, avait semblé faire un pas dans cette direction en déclarant que “ décréter un jour férié, c'est affaire de réflexion ” (*Le Monde* 8 mai 1945)... quelques jours avant que Valéry Giscard d'Estaing n'annonce qu'il avait pris la décision de supprimer cette commémoration.

<sup>51</sup> *Le Monde* 9 mai 1981. Il reprend le même point de vue dans *Le Pouvoir et la vie*, (Compagnie 12, t. 1, 1988, p. 328) : “ Au début de mon septennat, j'ai maintenu la pratique instituée par mes prédécesseurs. La cérémonie s'est déroulée à la même heure, et selon le même rite, le 8 mai 1975. Comme au cours des années précédentes, l'avenue de Champs-Élysées et les alentours de la place de l'Etoile étaient pratiquement déserts. Devant la quasi-absence du public à ses manifestations, j'ai

Giscard d'Estaing se fonde, en premier lieu, sur le constat la désaffection qui entourait, selon lui, cette commémoration “ J’ai [...] supprimé la commémoration officielle d’une fête qui n’avait plus de commémoration publique<sup>52</sup> ”. Au-delà de cet argument “ technique ” il semble qu’il regarde cette commémoration comme une tromperie. Bien des années plus tard, il confie lors d’un dialogue avec Agathe Fourgnaud :

“ [...] J’ai toujours été un peu blessé, choqué par les commémorations qui n’étaient pas vraies. Quand j’allais, par exemple, aux cérémonies du 8-Mai comme président de la République, je regardais les participants les plus âgés et je me demandais au sujet de chacun : “ Où était-il le 8 mai 1945 ? Était-il dans l’armée ? A-t-il combattu ? Et sinon, que pense-t-il ? Pourquoi est-il ici ? ” En un mot, je me demandais pourquoi ceux qui en 1945 étaient tranquillement chez eux assistaient à la commémoration. Que cherchaient-ils à commémorer ?

– *Le souvenir ?*

Le souvenir des autres, oui !

– *L’histoire d’un pays crée quand même une culture commune ?*

[Valéry Giscard d’Estaing ne répond pas à cette question]<sup>53</sup> ”

Reste à savoir ce que serait une “ commémoration vraie ” ? Celle qui rassemblerait les acteurs authentiques de l’événement ? On sent là une gêne profonde qui rappelle les propos tenus au *Monde* en 1997 : “ Le peuple français est un peuple qui accepte très difficilement la vérité<sup>54</sup> ”. Or, la commémoration du 8 mai est liée au mythe résistancialiste... Enfin, et c’est ce qui est essentiellement retenu en 1975, Giscard d’Estaing explique, dans une lettre aux dirigeants européens, qu’il entend ainsi marquer la “ certitude ” que la construction européenne clôt le temps des “ guerres fratricides ”. Il poursuit :

“ Chacun de nous conservera les souvenirs qui sont les siens et honorera ceux auxquels l’hommage est dû. Mais il est temps d’ouvrir la voie de l’avenir et de tourner ensemble nos pensées vers ce qui nous rapproche et ce qui peut nous unir<sup>55</sup>. ”

On connaît le tollé provoqué par cette décision qui intervient au moment même où “ le miroir se brise ” (Henry Rouso) et où se développe une relecture critique de la période de l’occupation. Celle-ci, amorcée dès le septennat de Georges Pompidou, avec les documentaires de Marcel Ophuls, *Le chagrin et la pitié* (1971) et d’André Harris et d’Alain de Sédouy, *Français, si vous saviez* (1973), se poursuit et s’amplifie, sous le septennat de Giscard d’Estaing, avec des films historiques comme *Lacombe Lucien* de Louis Malle (1974), *Section spéciale* de Costa-Gavras (1975) ou encore *L’Affiche rouge* de Frank Cassenti (1976), pour se limiter à quelques titres emblématiques<sup>56</sup>. Dans ce contexte, après la grâce accordée au milicien Paul Touvier par son prédécesseur (23 novembre 1971), le geste de Giscard apparaît comme une opération visant à liquider le passé, un solde de tout compte en quelque sorte. Le Président en exercice devient ainsi, aux yeux d’une large fraction de l’opinion, celui qui veut effacer le passé – terme dont il fait, au demeurant, lui-même usage en 1979 : “ Par des gestes symboliques, nous effaçons des années de haine<sup>57</sup> ”. Pierre Vianson-Ponté commente ainsi la décision présidentielle : “ Voici l’histoire au musée, la page tournée<sup>58</sup> ”. C’est ce sentiment partagé qu’illustrent de nombreux dessins de presse parus aux lendemains de l’annonce de la suppression de la commémoration comme celui de Konk croquant Giscard le bras sur l’épaule d’Helmuth Schmidt s’éloignant ensemble d’un cimetière, le premier disant au second : “ N’en parlons plus ”<sup>59</sup> ; celui de Plantu montrant un bulldozer en train de déblayer un cimetière sur lequel est apposé un panneau “ Zone européenne ”<sup>60</sup> ou encore celui Chantal Montpellier, dans l’hebdomadaire communiste *France Nouvelle*, figurant une main tenant un pinceau en train de recouvrir de blanc la photographie d’un camp de concentration et de ses déportés qui y sont enfermés<sup>61</sup>. Cette mesure choque aussi bien la gauche que les gaullistes. Cérémonie désertée, le 8 Mai devient l’objet de toutes les attentions. Les députés de gauche, à l’initiative du groupe communiste, obtiennent, sans rencontrer l’opposition des députés de droite, une suspension de séance de deux heures le 13 mai 1975 pour aller déposer une gerbe au monument aux morts<sup>62</sup> tandis que cinq mille manifestants se rendent, deux jours plus tard, à l’Arc de triomphe en signe de protestation... Quant à l’idée de substituer au 8-Mai une commémoration de la fondation de l’Europe et un

---

pensé qu’il n’y avait pas la place dans notre pays pour deux grandes commémorations nationales, le 11 Novembre et le 8 Mai...”

<sup>52</sup> Propos recueillis par RTL, *Le Monde* 22 mai 1975.

<sup>53</sup> *Entretiens avec Valéry Giscard d’Estaing* par Agathe Fourgnaud, Flammarion, “La mémoire vivante”, 2001, p75-76.

<sup>54</sup> *Le Monde*, entretien avec Laurent Greilsamer, publié sous le titre “ Valéry Giscard d’Estaing analyse l’Occupation et la Libération ”, 28 octobre 1997

<sup>55</sup> Lettre reproduite dans *Le Monde*, 10 mai 1975.

<sup>56</sup> Cf. Henry Rouso, *Le Syndrome de Vichy de 1944 à nos jours*, Seuil 1987 pour la première édition. Notamment le chapitre “ Le miroir brisé ”

<sup>57</sup> Discours du 15 mai 1979 à Hoerd (Alsace), *Le Monde* du 17 mai 1979.

<sup>58</sup> “ L’histoire au musée ”, *Le Monde*, 10 mai 1975.

<sup>59</sup> 10 mai 1975.

<sup>60</sup> 12 mai 1975.

<sup>61</sup> 19 mai 1975.

<sup>62</sup> 188 députés votent pour cette suspension : 108 socialistes, 74 communistes, 5 UDR et un non-inscrit. Aucun député ne vote contre. (Décompte du *Monde* du 15 mai 1975)

“ Memory day ” faisant du 11-Novembre une date de célébration des morts de toutes les guerres, elle ne recueille guère de suffrages puisqu'elle semble assimiler les deux conflits et masquer la spécificité du second. Après la démission de Jacques Chirac du poste de Premier ministre (25 août 1976), et à l'approche des premières élections européennes au suffrage universel (juin 1979), plus aucune modération n'est de mise sur ce thème dans le mouvement gaulliste Ainsi, Michel Debré met sur le même plan les indépendantistes corses et les libéraux giscardiens européanistes “ qui veulent à la fois que la France soit intégrée et désintégrée ”. Il conclut sa diatribe en affirmant : “ L'avenir n'appartient pas à ceux qui commencent par brûler le passé et par mésestimer le présent<sup>63</sup> ”.

Pour les adversaires politiques de Valéry Giscard d'Estaing, la suppression de la commémoration s'inscrit dans une logique politique d'ensemble – celle qui conduirait à l'ablation de la mémoire nationale en vue de faciliter une intégration dans une Europe fédérale, libérale et atlantiste. Elle est aussitôt associée par certains à la refonte des programmes d'histoire entreprise sous le ministère Haby<sup>64</sup>.

S'il a focalisé l'attention, le sort de la commémoration du 8 mai 1945 n'est pas le seul dossier qui implique la mémoire de la Seconde guerre mondiale, l'accès aux archives en est un autre. Dans une tribune publiée par *Le Monde*, l'historien Alfred Grosser dénonce, en 1975, les délais imposés à la consultation des archives et les associe aux lois d'amnistie comme relevant d'une même volonté d'amnésie.

“ Quand il s'agit de crimes et de honte que de précautions ! Depuis le refus des archives (ah ! cette lettre de M. Pleven<sup>65</sup> à l'éditeur de l'*Affaire de la section spéciale* disant qu'“ il importe d'éviter au plus haut point de porter préjudice à des intérêts privés et de réveiller des passions dans l'opinion publique ! ” jusqu'aux lois d'amnistie qui rendent punissables le refus de l'oubli, le refus du silence<sup>66</sup>. ”

En 1977, le gouvernement de Raymond Barre rompt avec cette pratique. En même temps qu'il engage une restructuration des Archives nationales, qui se traduit par l'ouverture du site de Fontainebleau, il dépose un projet de loi se substituant au décret de 1970 qui ne donnait accès qu'aux archives antérieures au 10 juillet 1940. Un délai de trente ans est retenu pour la consultation des archives hors les dossiers personnels, les affaires portées devant des juridictions et les informations mettant en cause la défense nationale ou la sûreté de l'Etat<sup>67</sup>. La loi est adoptée le 3 janvier 1979 rendant accessibles – en droit – les archives de la Seconde guerre mondiale et permettant le travail des historiens. La création, en 1978, de l'Institut d'histoire du temps présent, laboratoire du CNRS va dans le même sens d'une professionnalisation accrue de l'histoire de cette période. Cette décision, qui n'émane pas directement du pouvoir politique et qui peut être considérée comme une façon de transformer une mémoire vivante en histoire mise à distance en déplaçant le lieu du débat des salles de rédaction vers la quiétude – relative – des centres de recherche, n'en signe pas moins une volonté nouvelle de transparence et de vérité.

### **La querelle de l'enseignement de l'histoire.**

La querelle sur l'enseignement de l'histoire qu'entraîne la “ réforme Haby ” n'appartient pas, à proprement parler, aux gestes du Président mais elle lui a été très largement attribuée et relève de la façon dont les Français ont perçu le rapport de Valéry Giscard d'Estaing à l'histoire.

De quoi s'agit-il<sup>68</sup> ? A la suite de la loi de 1975 créant le collège unique, l'inspection générale s'engage dans une refonte des programmes qu'elle souhaite adapter à la massification des élèves. Dans ce cadre, les programmes d'histoire et de géographie sont soumis à deux exigences complémentaires. La première relève de la mise à niveau de l'histoire enseignée et de la recherche. Elle se traduit, à la fois, par la volonté de transformer le couple histoire-géographie en enseignement des sciences sociales et d'intégrer les approches et problématiques de l'histoire des *Annales* – notamment celles de la “ Nouvelle histoire ” : sélection d'objets, étude des rythmes, décentrement du national au profit d'une approche mondiale.... La seconde relève des exigences pédagogiques consécutives à l'élargissement du public concerné. Elle se traduit par la promotion d'approches didactiques en termes d'objectifs et de compétences que doit diffuser l'INRP créé en 1976. Ce n'est donc pas, en tant que tel, un projet politique mais bien une tentative d'*aggiornamento* de l'histoire enseignée (plus d'ailleurs que de la géographie) après une longue période de stabilité. Cette réforme s'incarne dans les programmes publiés en 1977 et 1978 pour le primaire et le collège. A grands traits, ceux-ci transforment, pour l'élémentaire, l'histoire et la

<sup>63</sup> Michel Debré, “ Vivante est la nation ”, *Le Monde*, 6-7 novembre 1977, tribune libre.

<sup>64</sup> Par exemple, Claude Mazauric écrit : “ Curieux cette volonté d'oubli chez Valéry Giscard d'Estaing. Elle est corrélative au projet de son ministre Haby qui, dans ses propositions pour l'école, veut dénaturer l'histoire dans l'enseignement. ” Et, l'historien communiste de signaler en note que “ Haby [...] au Sénat s'est opposé pour le gouvernement à la discussion d'une motion proposée par Jacques Duclos avant sa mort en faveur de la célébration du 8 mai ”. France Nouvelle, 19 mai 1975, “ Le 8 mai du Président ”.

<sup>65</sup> Garde des Sceaux dans les gouvernements de Jacques Chaban-Delmas et de Pierre Messmer.

<sup>66</sup> Alfred Grosser, “ L'évocation du passé ”, *Le Monde*, 30 avril 1975.

<sup>67</sup> Cf. l'intervention de Valéry Giscard d'Estaing in : Une cité pour les Archives nationales, *Les Français et leurs archives*, Actes du colloque au Conseil économique et social 5 novembre 2001, Fayard, 2002, p. 25-31.

<sup>68</sup> Pour un exposé plus complet voir : Patrick Garcia et Jean Leduc, *L'Enseignement de l'histoire en France de l'Ancien régime à nos jours*, Armand Colin, 2003, p. 213-222.

géographie en “ disciplines d'éveil ”, préconisent l'emploi de méthodes actives, rompent avec l'étude du fil chronologique de l'histoire nationale. Au collège, des thèmes transpériodiques sont mis au programme, comme, par exemple, en classe de cinquième : “ L'évolution des navires et des transports maritimes des origines à nos jours ”. Aux deux niveaux d'enseignement, l'Instruction civique est supprimée en tant que matière autonome.

Ces nouveaux programmes, qui prennent à rebours la tradition de l'enseignement de l'histoire en France en mettant en cause son statut de discipline cardinale assurant la formation du citoyen et celle du sentiment national, provoquent une véritable levée de boucliers. À la suite d'Alain Decaux, qui lance un appel depuis les colonnes du *Figaro Magazine*<sup>69</sup>, la gauche et la droite non-giscardienne convergent pour dénoncer la réforme.

Ainsi pour Louis Mexandeau, député socialiste, les “ manuels [des programmes Haby] inculquent à la jeunesse l'oubli du passé national, pratiquent le nivellement des valeurs, répandent le pessimisme et la résignation en prétendant ainsi disculper une classe dirigeante dont le seul langage est désormais celui de ses intérêts<sup>70</sup> ”

Tandis que Michel Debré, de la tribune de l'Assemblée nationale, apostrophe Christian Beullac, le ministre de l'éducation nationale qui vient de succéder à René Haby :

“ On n'enseigne plus l'histoire ni dans les écoles ni dans les lycées. [...] Pourtant, sans histoire nationale, il n'est pas de citoyens. Vous me dites que la société française n'est plus une société close ; mais elle ne le fut jamais ! Il faut connaître l'histoire de son pays et pas plus que sous la forme d'un éloge béat, cette histoire ne doit être présentée sous la forme de critiques systématiques, comme c'est le cas dans certains manuels ! Sans connaissance de l'histoire de France, il n'est pas de démocratie française, il n'est pas de politique républicaine. ”

En juin 1980, ce dernier prend deux initiatives. D'une part, il organise, en collaboration avec les rédactions d'*Historia* et d'*Historiens et Géographes*, un colloque sur “ L'enseignement de l'histoire à la jeunesse ”. D'autre part, il inspire à trois députés du groupe RPR une proposition de “ Loi d'orientation sur l'enseignement de l'histoire<sup>71</sup> ” visant à restaurer le statut de l'enseignement de l'histoire. Cette campagne, dont l'Association des professeurs d'histoire et de géographie est un autre acteur majeur, témoigne de l'ampleur du malaise suscité par l'attitude de Giscard d'Estaing à l'égard du passé national. Certes, on ne peut ignorer un effet de surenchère et une instrumentalisation qui veulent accréditer l'idée selon laquelle le Président serait le représentant du “ parti de l'étranger ” (Jacques Chirac, “ Appel ” de Cochin – 6 décembre 78 –) ou/et celui d'un atlantisme libéral désireux d'éradiquer la mémoire des luttes populaires. Il n'en reste pas moins que la sensibilité de l'opinion publique à ces thèmes met le Président en porte-à-faux et témoigne d'une crispation autour de la question de l'identité nationale alors que l'Europe s'élargit, que les restructurations industrielles gonflent le chômage et que les certitudes sur la place et le devenir, individuel et collectif, des Français sont ébranlées.

Face à cette conjoncture, Giscard d'Estaing esquisse, dès 1979, une réponse : la valorisation du patrimoine.

#### Le tournant patrimonial : la réponse giscardienne au malaise de la conscience historique des Français ?

En 1974, le patrimoine ne fait pas partie de la thématique privilégiée par Valéry Giscard d'Estaing ; loin s'en faut. Ainsi, lors du débat télévisé avec François Mitterrand, seul ce dernier emploie le terme (par deux fois). Certes Jean-Philippe Lecat, lui-même ministre de la culture d'avril 1978 à mai 1981, évoque la procédure de dation consacrée par “ l'article 1716 bis du Code général des impôts mis en œuvre par le ministre des finances de 1970<sup>72</sup> ” qui a permis à l'Etat d'acquérir un grand nombre d'œuvres d'art dont beaucoup ont été présentées au Grand Palais dans le cadre de l'exposition “ Cinq ans d'enrichissement du patrimoine national 1975-1980 ”. Mais on peut légitimement douter que le dispositif fiscal relève déjà d'une politique patrimoniale clairement définie. À lire les déclarations du Président le cheminement semble bien plus complexe que ne le suggère l'ancien ministre.

C'est dès 1977-78 que l'on voit progressivement s'élaborer une politique du patrimoine. Son lancement date du Conseil des ministres du 9 août 1978 consacré à la définition d'une “ nouvelle politique patrimoniale ”. Cette dernière s'exprime par une série de mesures successives qui encadrent cette date, telles que la création d'un musée du XIXe siècle – Orsay – (1977), la nouvelle politique de construction des Archives nationales (1977), la conférence de Vichy sur l'aménagement du territoire (1979) qui élargit la notion de patrimoine aux espaces ruraux dans la poursuite de la dynamique de la création du Conservatoire du littoral (1975) et, bien sûr, l'Année du patrimoine (1980) – voulue personnellement par le Président – et dont le principe est adopté lors du Conseil des ministres du 12 décembre 1979.

Au-delà de ces mesures, on peut suivre l'élaboration d'un questionnement à travers les différentes interventions du président de la République. Le discours de Verdun-sur-le-Doubs prononcé le 23 janvier 1978, s'il n'aborde

<sup>69</sup> 20 octobre 1979, l'hebdomadaire titre “ Parents, on n'apprend plus l'histoire à vos enfants ! ”

<sup>70</sup> *Historiens et Géographes*, n° 277, février-mars 1980, p. 384-387.

<sup>71</sup> Enregistré à la présidence de l'Assemblée nationale le 25 juin 1980, ce projet de loi, unique en son genre, n'a jamais été discuté. En revanche, il a été publié *in extenso* dans *Historiens et Géographes*, n° spécial 281, novembre 1980, p. 302-303.

<sup>72</sup> Jean-Philippe Lecat, “ Valéry Giscard d'Estaing ” in Emmanuel de Waresquiel (dir.), *Dictionnaire des politiques culturelles de la France depuis 1959*, Larousse/ CNRS Editions 2001, citation p. 307.

pas directement le thème du patrimoine, enrichit le discours giscardien d'une nouvelle thématique : celle des racines. Mais l'accession à la propriété est encore largement abordée dans un esprit proche des Idéologues du Directoire et des libéraux de la monarchie de Juillet qui liaient l'attachement à la nation (et pour eux la participation à la vie politique) à la propriété comme un élément stabilisateur. Pourtant c'est, déjà, le mouvement de la modernité qui porte la responsabilité du déracinement.

“ Dans notre peuple français composé de terriens souvent déracinés, il faut rendre des racines à chacun. Et y a-t-il des racines plus profondes que celles qui vous lient à votre maison, à votre terre, à votre instrument de travail ? Oui, il faut rendre les français propriétaires individuels de la France. ”

Giscard poursuit, en 1979, sa réflexion sur les revers de la modernité et entame une critique de la société de consommation dont, selon lui, mai 68 a marqué le rejet.

“ Mon sentiment a toujours été que la société de consommation n'était adaptée ni à la France, ni aux Français. Elle était en train de détruire la France. Elle a dévasté une partie de nos côtes, de nos montagnes, de nos villes, notre mode de vie, notre culture ; elle a exercé des ravages formidables<sup>73</sup>. ”

Quelques paragraphes plus loin, il envisage les effets déstabilisateurs de la modernité sur les liens sociaux.

“ La France est un pays où sont nées des croyances collectives très fortes. Or, à l'heure actuelle, on n'y trouve pas de croyance collective forte. Autour du général de Gaulle, il y a eu une croyance collective forte pendant l'occupation, qui n'a d'ailleurs été ressentie d'une façon massive que dans la deuxième moitié du conflit. Puis il y a eu les conséquences de la décolonisation... Mais à partir de 1965-1967, on a vu s'atténuer cette croyance forte ; 1968 en a été l'illustration.

Or, je crois qu'une société ne peut pas vivre longtemps sans croyance collective. Je crois également qu'on ne les suscite pas artificiellement car cela vient du tréfonds de la nature humaine.

Ce qu'on peut faire, c'est promouvoir intensément le développement culturel. Et là, c'est non une affaire d'Etat mais de société. [...Le] thème de la culture – que je compte reprendre cet hiver en l'analysant davantage – est, à mon avis, un élément qui peut contribuer à la réapparition de croyances collectives, et cette culture devra comporter une composante esthétique. ”

Déniant au politique la possibilité de reforcer ce lien – la “ dernière expression ” d'une croyance collective émanant du politique étant le marxisme – c'est vers l'art que se tourne Giscard : la voie d'une nouvelle politique patrimoniale est ouverte. Ce choix, sur fond de crise économique, laisse sceptiques beaucoup de commentateurs qui analysent cette réflexion à propos des valeurs comme une justification de la “ rigueur ” prônée par Raymond Barre. Ainsi, dans *Le Monde*, le dessin de Konk, qui illustre l'article, montre une longue file de spectateurs arrivant devant une salle de spectacle où l'on joue “ La société de consommation ” et auxquels on déclare : “ C'est complet ! ”.

L'Année du patrimoine marque l'arrivée à maturité de la réponse giscardienne aux désarrois qu'exprime l'acuité des polémiques ayant trait à l'histoire. Le bulletin du ministère de la Culture et de la communication de janvier 1980, qui annonce l'événement, donne le ton : “ Plus notre futur apparaît difficile, incertain, plus il est important de puiser une certaine assurance dans la permanence de notre patrimoine culturel<sup>74</sup> ”. Giscard lui-même prend la parole en Sorbonne en avril 1980 et accorde un entretien au *Figaro-Magazine*<sup>75</sup>. Dans celui-ci, présenté par l'hebdomadaire sous le titre “ Il faut rétablir l'enseignement de l'histoire ” – en écho explicite au numéro dans lequel était intervenu Alain Decaux l'année précédente – Giscard donne l'assurance qu'il “ voudrait à la fois [que l'histoire] soit bien enseignée et qu'elle devienne, à certains égards, un instrument de référence ”. Il déclare avoir demandé au ministre de l'Education nationale “ de réfléchir à un projet d'enseignement à part entière de notre histoire ”. Après avoir affirmé son attachement à l'enseignement de l'histoire, comme à celui du français, associés dans le questionnaire de la journaliste, il en vient au patrimoine. Il donne de celui-ci une définition très extensive qui rompt avec la vision sélective qui avait été celle des politiques patrimoniales précédentes :

Il rappelle que “ le patrimoine ne se limite pas aux monuments et aux objets des musées. Nos grands sites naturels en font également partie. Leur protection est mise en œuvre par des procédures appropriées, par exemple dans le cadre de la politique des parcs naturels et des parcs régionaux. Quant au patrimoine culturel, il n'est pas fait seulement de pierres. Il comprend *tout* ce que l'œuvre humaine nous a laissé au fil de l'histoire, la musique, les danses et les chansons, la littérature et les traditions populaires, les peintures et les archives... *Tout* ce qui porte le témoignage de l'homme au cours du temps<sup>76</sup>. ”

Il ajoute que l'Année du patrimoine permet à chaque région d'exprimer “ sa propre identité culturelle ”. Le patrimoine devient ainsi l'expression de l'identité collective de la France déjà plurielle.

“ Chacun de nous doit comprendre à quel point le patrimoine national doit être respecté et aimé, à quel point il fait partie de notre identité et de notre substance, à quel point il est nous-mêmes ”

<sup>73</sup> Entretien accordé à *Paris-Match*, reproduit par *Le Monde*, 7 septembre, 1979.

<sup>74</sup> *Culture et communication*, janvier 1980.

<sup>75</sup> *Figaro-Magazine*, entretien avec Véronique Prat, 8 mars 1980

<sup>76</sup> Souligné par nous.

Pour conclure l'entretien, à l'encontre de tous ses détracteurs, il se présente comme le défenseur d'une " culture authentiquement française ".

Dans le contexte de 1980, et à l'approche de l'élection présidentielle, la conversion patrimoniale de Giscard d'Estaing ne trouve pas grâce aux yeux de ses adversaires. Ainsi, dans l'un des ouvrages qui lui sont consacrés à la veille de l'échéance, le journaliste Thomas Ferenczi juge que la politique patrimoniale relève de la " beauté du mort ", qu'elle correspond à une mise hors l'histoire de la société française et que, véritable anesthésie collective, elle est une autre modalité de l'amnésie, une entreprise de dévitalisation.

" Quel meilleur symbole de cette méfiance à l'égard de l'histoire, ferment de mort et non de vie, comme on le croit à gauche, que ces monuments en ruine, qui subissent la détérioration du temps et deviennent vestiges, décombres, traces ? Quelle image plus forte de la politique giscardienne que ces efforts de restauration, de protection, de conservation, requis par un patrimoine menacé ? Le passé vers lequel se tourne le président de la République est donc hors de l'histoire, il en est même, à la limite, antinomique puisqu'il est ce qui se soustrait au mouvement<sup>77</sup> "

De la même façon, *Les Nouvelles Littéraires* notent : " On ravale, on restaure, on réhabilite, on n'est plus dans le présent<sup>78</sup> ".

Ainsi, à la fin du mandat de Valéry Giscard d'Estaing, la rupture avec une tradition politique mobilisant l'histoire et s'inscrivant dans une continuité héroïque, partagée à la fois par la gauche et le gaullisme, semble avoir été très largement inaudible même si l'Année du patrimoine se révèle être un franc succès. C'est sur cette tradition d'un rapport fort, affectif, émotionnel à l'histoire que bute Giscard. Faute, peut-être, de cette dimension, la politique du patrimoine giscardienne apparaît aux yeux d'un large secteur de l'opinion comme une entreprise de muséification. " Les mots, déclare François Mitterrand au sujet de celle-ci, se gonflent de vent jusqu'à la dévaluation. Ainsi du vocable de " Patrimoine " devenu en une année un vaste empire verbal aux confins indécis. [Une] boursouflure du verbiage officiel [qui] enfle à mesure que se rétrécit la protection effective du patrimoine traditionnel – architectures et espaces<sup>79</sup> ". Du long entretien que Giscard d'Estaing accorde aux *Nouvelles Littéraires*<sup>80</sup> au sujet de sa politique culturelle passée et à venir, le journal retient " mon prochain septennat sera celui de la création " quand, dans le même numéro, il met en exergue, pour François Mitterrand et sur le même thème : " le premier des patrimoines, c'est l'homme ".

## Conclusion :

La victoire de François Mitterrand a été ressentie par son électorat comme un retour dans et de l'histoire. Louis Aragon dans *Les Nouvelles Littéraires* écrit " Notre pays reprend ses couleurs<sup>81</sup> " formule qui vient en écho lointain du célèbre " Mon parti m'a rendu les couleurs de la France<sup>82</sup> ". L'éditorial du même magazine se réjouit qu'" après sept ans d'apologie de la jeunesse et du modernisme, nous voilà revenus d'où l'on vient<sup>83</sup> ". C'est, précisément, cette filiation renouée, ce chaînage temporel reconstitué, que met en scène François Mitterrand lorsqu'il se rend au Panthéon, le 21 mai, déposer une rose sur les cercueils de Jean Jaurès, Jean Moulin et Victor Schœlcher<sup>84</sup>. La dramatisation, elle aussi retrouve ses droits et du fait même de l'ancien Président qui laisse une chaise vide devant les caméras de télévision comme pour signifier que le nouveau pouvoir ne peut qu'être vacant<sup>85</sup>. Le 8-Mai redevient une commémoration nationale et un jour férié, tandis que le nouveau gouvernement lance une réflexion sur l'enseignement de l'histoire dont l'importance est hautement proclamée et justifiée par la nécessité d'entretenir la mémoire des combats passés.

<sup>77</sup> Thomas Ferenczi, *Le Prince au miroir*, Albin Michel, 1981, p. 150.

<sup>78</sup> Jean-Jacques Lévêque, " L'obsession du patrimoine ", *Les Nouvelles Littéraires*, 5-12 mars 1981, p. 36.

<sup>79</sup> *Les Nouvelles Littéraires*, 8-14 mai 1981, entretien de Jean-François Kahn avec François Mitterrand au sujet de la politique culturelle, p. 27-30, citation, p. 29.

<sup>80</sup> *Les Nouvelles Littéraires*, 8-14 mai 1981, entretien de Jean-François Kahn avec Valéry Giscard d'Estaing, p. 23-26.

<sup>81</sup> *Les Nouvelles Littéraires*, 14-21 mai 1981, p. 25.

<sup>82</sup> Louis Aragon, " Du Poète à son Parti ", *La Diane Française*, 1944.

<sup>83</sup> *Les Nouvelles Littéraires*, 14-21 mai 1981, Jean-Marie Borzeix, " Le culte des morts ", p. 10.

<sup>84</sup> Cf. L'analyse de la mise en scène que propose Christian-Marc Bosséno, " L'œil était dans la tombe : François Mitterrand au Panthéon, 21 mai 1981 ", *Vertigo*, n° 6/7, 1991, p. 173-186.

<sup>85</sup> Lors de son entretien avec Agathe Fourgnaud il convient que son départ était " un peu trop théâtrale [...]. Je crois [que le] ton [de mon texte était] assez juste : je félicitais mon ex-adversaire, celui qui venait d'être élu président de la République, je lui souhaitais de réussir ; je souhaitais bonne chance à la France, je remerciais les gens qui m'avaient soutenu, et je le leur disais : " Maintenant, je vais vous quitter. " Ce qui était théâtral, c'était que je me levais de mon fauteuil, que je partais lentement en direction de la porte, que j'ouvrais la porte, porte que l'on refermait ensuite sur moi. C'est curieux, parce que ce n'est pas ce que j'ai dit qui a été retenu mais mon geste ! Ce que les gens ont retenu, c'est ce petit trajet entre mon fauteuil et la porte. " *Entretiens avec Valéry Giscard d'Estaing, op. cit.*, p. 201-202.

Pourtant, la page n'est pas vraiment tournée. Force est de constater que, le loin de se dissoudre, la thématique du patrimoine n'a cessé, depuis lors, " d'enfler " plus encore et que la dynamique créée par L'Année Patrimoine est loin de s'essouffler. On peut même avancer que l'ouverture de l'Élysée aux visiteurs le 14 juillet 1974 anticipe un rite dont le succès ne se dément pas : la journée du patrimoine qu'instaure Jack Lang en 1984. De même, l'approche giscardienne de la vie politique, les thèmes et les termes clés qui lui sont associés – cohabitation, gouvernement au centre, modernisation de la vie politique, transparence, construction européenne... – n'ont cessé d'être repris les deux décennies suivantes...

D'où provient alors la fragilité de la position giscardienne ? Sans doute de ce qu'elle n'a pas pu allier pragmatisme, modernité et l'appel à une tradition historique. L'absence d'une mémoire positive du modérantisme orléaniste, du " juste milieu ", a sans doute pesé lourd puisqu'elle a contraint le discours modernisateur de Valéry Giscard à ne s'étayer que sur lui-même sans pouvoir mobiliser les souvenirs d'une quelconque épopée<sup>86</sup>. Au demeurant, dans un contexte historique, il est vrai, fort différent, la monarchie de Juillet n'avait eu, elle, de cesse de s'inscrire dans l'histoire, François Guizot étant convaincu, et ne cessant de répéter, que " la société, pour croire en elle-même a besoin de n'être pas d'hier<sup>87</sup> ".

Toutefois, les difficultés la droite giscardienne ne constituent pas un cas isolé. Les discours de la modernisation à gauche ont enregistré – et enregistré le même déficit de légitimité – puisqu'ils sont forcément des discours d'inventaire, attentatoires à ce qui crée et cimente les mécanismes de reconnaissance partisans en France et, donc en définitive, sacrilèges. L'incapacité de Michel Rocard à prendre la tête du parti socialiste en est un exemple. C'est ce que notait Raymond Aron en disant à propos de Valéry Giscard d'Estaing : " Ce jeune homme ne sait pas que l'histoire est tragique<sup>88</sup> ", c'est-à-dire qu'elle mobilise des passions qui agissent pour leur propre compte. C'est, en d'autres termes, ce que signifiaient François Furet et Jacques Ozouf en écrivant, au lendemain de la victoire de Mitterrand, " Giscard a payé la faiblesse de son pouvoir d'incarnation nationale<sup>89</sup> ".

Mais la faiblesse de Valéry Giscard d'Estaing ne réside pas seulement dans la difficulté à intégrer une tradition nationale et à s'inscrire dans une mémoire. Même s'il permet à une nouvelle politique patrimoniale de prendre son essor, il n'en tire pas toutes les conclusions. À contre-temps des inflexions de la société française, il reste fidèle à une vision " moderne " du devenir historique nourrie des certitudes de la prospective quand cette société se replie sur le présent et s'engage dans " l'ère de la commémoration " (Pierre Nora) – d'où le statut mineur qu'occupe, chez lui, le thème de la mémoire qui rétrécit singulièrement la portée du geste patrimonial préconisé. Il est frappant de constater qu'à partir des mêmes prémisses : fin des " sociétés-mémoire ", fin des " idéologies-mémoire " <sup>90</sup>..., c'est la mémoire, et les rituels qui l'entretiennent, qui viennent au centre de la problématique développée par Pierre Nora dès son séminaire à l'EHESS (1978-1981) et travail qui, formalisé dans *Les lieux de mémoire*, servira de doctrine de référence à la politique du patrimoine mise en œuvre par Jack Lang<sup>91</sup>. Dès lors, le patrimoine n'est plus seulement une trace au sens incertain, il vient nourrir une redéfinition de l'identité française, il est convoqué pour élaborer de nouveaux liens sociaux. Encore faut-il, pour s'engager dans cette voie, vraiment prendre au sérieux les processus et les effets de la symbolisation et ne pas considérer les rites uniquement comme des contraintes et des gestes vides d'être, précisément, régulièrement répétés.

<sup>86</sup> À titre d'illustration, on retiendra que, lors de la remise du prix Tocqueville par le président de la République, *Le Monde* reproduit l'appréciation, très négative, que l'auteur de *L'Ancien régime et la Révolution* portait sur la monarchie de Juillet dont Giscard venait de reprendre le mot d'ordre de " juste milieu ". *Le Monde*, 7-8 décembre 1980. Il faut attendre la décennie mitterrandienne pour qu'une réévaluation des premiers libéraux intervienne avec les travaux de François Furet ou Pierre Rosanvallon.

<sup>87</sup> Il formule cette appréciation tout au long de sa carrière politique. Ainsi, dès 1820 il écrit " La liberté est forte d'avoir vécu ; elle se fortifie par ses souvenirs, et la société, pour croire en elle-même a besoin de n'être pas d'hier. [...] La légitimité [des institutions] doit être ancienne, car autrement elle n'est pas. " François Guizot, *Du gouvernement de la France depuis la restauration et du ministère actuel*, Paris, Advocat, 1820 cit. p. 206. Ce qui conduit Louis-Philippe à engager, le premier, une politique de recherche historique financée par l'Etat et à renouer avec la politique patrimoniale ébauchée sous la Révolution. Voir Pierre Rosanvallon, *Le moment Guizot*, Gallimard, 1985 et Laurent Theis, " Guizot et les institutions de mémoire " in Pierre Nora (dir.), *Les lieux de mémoire*, t II, " La Nation ", vol. 2, Gallimard, 1986, p. 569-592.

<sup>88</sup> Cité par François Bédarida, [références]

<sup>89</sup> François Furet et Jacques Ozouf, " François Mitterrand au rendez-vous de l'histoire ", *Le Nouvel Observateur*, 11 mai 1981, repris in François Furet, *Un itinéraire intellectuel. L'historien journaliste de France-Observateur au Nouvel Observateur (1958-1997)*, Calmann-Lévy, 1999, citation p 148.

<sup>90</sup> Cf. Patrick Garcia, " *Les lieux de mémoire* : une poétique de la mémoire ? ", *EspacesTemps*, n° 74/75, 2000, p. 122-142.

<sup>91</sup> Cf. Christian Duvapillon (directeur du Patrimoine de 1990 à 1993), " Le patrimoine : comment ? Pourquoi ? ", *Le Débat*, n°78, Janvier-février 1994, p. 179-181.